



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de
l'administration pénitentiaire**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES de DIJON

DEPARTEMENT DU BUDGET ET DES FINANCES

UNITE DES ACHATS ET DES MARCHES PUBLICS

72 A, Rue d'Auxonne

BP 13331

21033 DIJON Cedex

**MARCHÉ DE SERVICE
PROGRAMME PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT A
L'INSERTION PROFESSIONNELLE 2025 2027
(PPAIP)
DANS
LES ÉTABLISSEMENTS PENITENTIAIRES
ET
LES SERVICES PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION
DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES
PENITENTIAIRES DE DIJON**

Accord-cadre passé selon une procédure adaptée

Article L. 2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande publique

**Cahier des
Clauses
Administratives
Particulières**

SOMMAIRE

•ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - LIEUX D'EXECUTION	4
1.3 - ALLOTISSEMENT	4
1.4 – TYPE DE MARCHE	5
1.5 - DUREE DU MARCHE	6
•ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	6
•ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
3.1 – ADRESSES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
•ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
4.1 - VERIFICATION DE LA REALISATION DU MARCHE	8
4.2 – DECISIONS APRES LES VERIFICATIONS	9
•ARTICLE 5 : CONTINUITE DE LA PRESTATION	9
•ARTICLE 6 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	9
•ARTICLE 7 : CLAUSE DE REEXAMEN	9
•ARTICLE 8 : PRIX DU MARCHE	9
8.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	10
8.1.1 LE PRIX COMPORTE	10
8.1.2 HEURE PROGRAMMEE NON REALISEE POUR UNE SEANCE INDIVIDUELLE	10
8.1.3 HEURE PROGRAMMEE NON REALISEE POUR UNE SEANCE COLLECTIVE	11
8.2 – MODALITES DE REVISION DES PRIX	11
•ARTICLE 9 : AVANCE	12
9.1 – CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	12
9.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	12
•ARTICLE 10 : CIRCUIT FINANCIER	12
10.1 – PRESCRIPTION	12
10.2 – BONS DE COMMANDE	13
•ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	13
11.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	14
11.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	14
11.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	16
•ARTICLE 12 : PENALITES	16

•ARTICLE 13 : ASSURANCES	16
•ARTICLE 14 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	17
•ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
15.1 : LIVRABLES	17
15.2 : CERTIFICATS	17
15.3 : CONFIDENTIALITE ET SECRET	17
15.4 : HABILITATIONS DES PERSONNELS DU TITULAIRE	18
15.5 : CLAUSE PENITENTIAIRE	18
15.6 : HYGIENE ET SECURITE	19
15.7 : REPRISE DU PERSONNEL	19
•ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE	19
16.1 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	19
16.2 : RESILIATION SANS FAUTE DU TITULAIRE	21
16.3 : LIQUIDATION DU MARCHE RESILIE	21
•ARTICLE 17 : FERMETURE D'ETABLISSEMENT	21
•ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES	22
18.1 : REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	22
18.2 : TRIBUNAL COMPETENT	22
18.3 : LANGUE	22
•ARTICLE 21 – GESTION ET SUIVI DU MARCHE	23
21.1. PARTIE ADMINISTRATIVE DU MARCHE	23
21.2 PARTIE TECHNIQUE	23
•ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG	23

•Article premier : Objet et étendue de la consultation - Dispositions générales

Ce marché est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'un ensemble d'actions d'orientation professionnelle, de mobilisation et d'accompagnement des personnes placées sous-main de justice, dénommé PPAIP "programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle" dans les établissements pénitentiaires du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de DIJON.

Ce programme est mis en place pour des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires du ressort de la DISP de Dijon, et des PPSMJ (Personnes Placées Sous-Main de Justice) suivies en milieu ouvert par les SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation) de la DISP de Dijon.

Ce marché fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission des prescriptions effectuées par le Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (DSPIP) ou le représentant du SPIP concerné.

1.2 - Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées au sein des structures de la DISP de Dijon, dont la liste est détaillée au présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) (cf article 3.1 CCAP)

Le titulaire assure l'exécution du marché sur l'ensemble du territoire du ressort de la Direction interrégionale de Dijon, à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

Le titulaire intervient au sein de chaque établissement. Il est présumé avoir connaissance des contraintes de sécurité inhérentes à une entrée dans un établissement pénitentiaire.

Le titulaire du marché s'engage à se rapprocher des établissements afin de s'assurer des caractéristiques propres à chaque établissement.

1.3 - Allotissement

Les prestations sont réparties en 6 lots Bi-départementaux

❖ **BOURGOGNE FRANCHE COMTE - CENTRE VAL DE LOIRE : LOTS BI DEPARTEMENTAUX.** Chaque lot fait l'objet d'un accord cadre attribué à un seul opérateur économique ; les candidats peuvent candidater sur un seul lot, plusieurs lots ou la totalité des lots de la présente procédure.

LOTS		Etablissements concernés
Lot 1	SPIP CHER (SPIP 18) SPIP INDRE (SPIP 36)	MA BOURGES - CP CHATEAUROUX - MC ST MAUR
Lot 2	SPIP EURE ET LOIR (SPIP 28) SPIP LOIRET (SPIP 45)	CD CHATEAUDUN - CP ORLEANS - CSL MONTARGIS
Lot 3	SPIP INDRE ET LOIRE (SPIP 37) SPIP LOIR ET CHER (SPIP 41)	MA TOURS - MA BLOIS
Lot 4	SPIP DE L'YONNE (SPIP 89) SPIP NIEVRE (SPIP 58)	MA AUXERRE - CD JOUX LA VILLE - MA NEVERS
Lot 5	SPIP COTE D'OR (SPIP 21) SPIP SAONE ET LOIRE (SPIP 71)	MA DIJON - CP VARENNES LE GRAND
Lot 6	SPIP DOUBS ET JURA (SPIP 25/39) SPIP HAUTE SAONE ET DU TERRITOIRE DE BELFORT (SPIP 70/90)	MA BESANCON - CSL BESANCON - MA LONS LE SAUNIER - MA MONTBELIARD - MA BELFORT - MA VESOUL

1.4 – Type de marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande publique. Le marché est un marché à bons de commande sans minimum, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique, pour un maximum de 1 680 000€ HT, tous lots confondus (Arrêt Simonsen & Well A/S)

		HT	TTC
Montant global du marché toutes durées confondues et tous lots confondus	Montant estimatif en fonction des prescriptions annuelles tous lots confondus	1 680 000€	2 016 000€
	Montant maximal global estimatif préconisé par CCAG tous lots confondus arrondis	3 360 000€	4 032 000€

1.5 - Durée du marché

1.5.1 Durée du marché :

Ce marché est conclu pour une période ferme de vingt-quatre mois, à compter de la fin du marché précédent, renouvelable deux fois douze mois par reconduction tacite.

La durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans, toutefois un avenant pourra être rédigé avant la fin de la dernière période des 12 mois pour prolonger de 6 mois maximum. Un bon de commande devra être émis avant la fin de ladite période.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 6 mois le terme contractuel du marché.

En cas de reconduction, le titulaire ne pourra pas la refuser conformément aux dispositions de l'article R2114-4 du Code de la Commande publique.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il se prononcera par écrit, par lettre recommandée avec accusé réception, au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du marché.

1.5.2 Prestations supplémentaires non prévues au marché :

En application de l'article R 2194-2 du CCP, le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du CCP, des fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques.

•Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Listes des pièces constitutives :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le règlement de la consultation (R.C.)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.)
- Le mémoire technique du candidat

Les Pièces générales :

- CCAG – FCS en vigueur

•Article 3 : Conditions d'exécution des prestations

La langue d'exécution du marché est le français.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros, à défaut elles devront être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

3.1 – Adresses d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen

de prescriptions faisant office de bons de commande, dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification de la prescription et jusqu'au dernier jour de ce dernier.

CENTRE VAL DE LOIRE :

Départements	N° de lots	Adresses et coordonnées pour les antennes milieu ouvert (MO)	Adresses et coordonnées pour les antennes milieu fermé (MF)
Indre (36)	1	10, rue Bourdillon 36000 CHÂTEAUROUX Tel : 02-54-08-19-50 Fax : 02-54-08-19-59	centre pénitentiaire, BP 549 36021 Châteauroux cedex Tél 02-54-53-40-00 Fax 02-54-27-68-32 maison centrale de Saint-Maur, Bel Air, BP 5, 36250 Saint-Maur Tél 02-54-08-29-00 Fax 02-54-29-30-93
Cher (18)		24, rue du Prinal BP 90106 18002 BOURGES cedex Tel : 02-48-23-21-70	maison d'arrêt Route Médiane BP 631 18014 Bourges cedex Tel : 02-48-23-40-23 Fax : 02-48-70-84-33
Eure et Loir (28)	2	04 rue blaise Pascal 28 000 CHARTRES Tel : 02 19 02 64 30 Fax : 02 19 02 64 80	centre de détention 31, avenue du Colonel Parsons BP 90129 28205 Châteaudun cedex Tel : 02-37-97-55-00 Fax : 02-37-45-05-60
Loiret (45)		96 rue des Murlins 45000 ORLEANS Tél 02-38-79-12-50 Fax 02-38-53-47-91	Centre pénitentiaire, RD 702 Les Montaubans 4024, ancienne route de Chartres 45770 Saran, Tél 02-18-69-50-00
		Seconde antenne : 25 rue Emile Zola 45200 Montargis Tél 02-38-90-79-40 Fax 02-38-90-79-41	centre de semi 7, cours J. Dupont BP 40136 – 45200 Montargis Tél 02-38-85-25-46 Fax 02-38-93-95-64
Indre et Loire (37)	3	2, rue Albert Dennery, 4 rue Albert Dennery, rue Dublineau BP 2603 37026 TOURS cedex Tel : 02 47 31 15 60 Fax : 02 47 31 15 61	maison d'arrêt 20, rue Henri Martin BP 3413 37034 Tours cedex Tel : 02-47-60-12-80 Fax : 02-47-20-33-57
Loir et Cher (41)		20 rue Racine 41 000 BLOIS Tél : 02 36 41 11 52 Fax : 02 36 41 11 85	maison d'arrêt 25, rue Marcel Paul 41016 Blois cedex Tel : 02-54-55-37-00 Fax : 02-54-55-37-11 Fax : 02-48-70-84-33

BOURGOGNE FRANCHE COMTE :

Départements	N° de lots	Adresses et coordonnées pour les antennes milieu ouvert (MO)	Adresses et coordonnées pour les antennes milieu fermé (MF)
Yonne (89)	4	30 bd Vaulabelle 89000 Auxerre Tél 03 58 43 22 22 Fax 03 58 43 22 21	maison d'arrêt 13, av C. de Gaulle BP 23 – 89010 Auxerre cedex Tél 03-86-94-28-28 Fax 03-86-94-28-27
		seconde antenne : 14, Bd des Castors 89100 Sens Tél 03-58-92-80-00 Fax 03-58-92-80-03	centre de détention, la poste aux Allouettes 89440 Joux-la-Ville Tél 03-86-33-61-06 Fax 03-86-33-63-67
Nièvre (58)		41, Bd du Pré Plantin, BP 90001 58027 Nevers cedex Tel : 03-86-69-52-11	maison d'arrêt 13 bis rue Paul Vaillant-Couturier BP 82 58020 Nevers cedex Tel : 03-86-71-62-75 Fax : 03-86-71-62-83
Côte d'Or (21)	5	4, rue Léon Mauris 21000 Dijon Tel : 03-45-21-85-00 Fax : 03-45-21-85-50	maison d'arrêt 72 bis rue d'Auxonne – BP 23305 - 21033 Dijon cedex Tel : 03-80-66-47-32 Fax : 03-80-67-20-57 Fax : 03-86-71-62-83
Saône et Loire (71)		74, rue Pierre Deliry 71100 Chalon-sur-Saône Tél 03 45 77 21 21 Fax 03 45 77 21 80	centre pénitentiaire de Varennes-le-Grand BP 70013 – Sennecey-le-Grand 71326 Chalon sur Saône Tel : 03-85-44-16-44 Fax : 03-85-44-16-41
		seconde antenne : 211 rue Du president Kannedy – 71000 Macon Tél 03 58 19 02 23 Fax 03 58 19 02 25	
Haute-Saône et Territoire de Belfort (70/90)	6	7, rue Plumeré 90000 Belfort Tel : 03-84-90-12-35 Fax : 03 84 90 12 39	maison d'arrêt, 9 place Beauchamp BP 401 – 70014 Vesoul cedex Tél 03-84-76-05-54 Fax 03-84-76-03-98
		3, rue Parmentier 70200 Lure Tel : 03-84-62-44-60	maison d'arrêt 1 rue des Boucheries 90000 Belfort Tél 03-84-28-06-81
		3, rue Le Blond 70000 Vesoul Tel : 03-84-96-97-95	
Doubs et Jura (25/39)		48 A, avenue Georges Clémenceau 25000 Besançon Tel : 03 81 47 12 10 Fax : 03 81 47 12 20	maison d'arrêt 5 rue L. Pergaud 25000 Besançon Tél 03-81-41-41-90 Fax 03-81-52-89-69
		2, rue Louis Delaverne 39100 Dole Tel : 03-84-82-31-31	centre semi-liberté 8 bis rue E. Savoye 25000 Besançon Tél 03-81-88-10-37 Fax 03-81-53-06-28
		1, rue Parmentier 25200 Montbéliard Tel : 03-81-90-77-00	maison d'arrêt 2 rue Chevalerie 39000 Lons-le-Saunier Tél 03-84-86-06-10 Fax 03-84-24-70-90
		13, rue L. Rousseau 39000 Lons-le-Saunier Tel : 03-84-86-11-42	maison d'arrêt 2 rue Bois-Bourgeois 25206 Montbéliard Tél 03-81-91-06-69 Fax 03-81-91-06-69

•Article 4 : Constatation de l'exécution des prestations

4.1 - Vérification de la réalisation du marché

Le titulaire s'engage à accorder un droit d'accès aux agents de la DISP ou à toute personne habilitée par celle-ci pour effectuer des contrôles de l'exécution du marché. Les opérations de vérification pourront

être effectuées tant sur pièce (bilans, synthèses, etc) que sur site (visite en séance individuelle ou collective).

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

4.2 – Décisions après les vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 du CCAG-FCS.

•Article 5 : Continuité de la prestation

Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations commandées en cas de grève, de congés ou de maladie de son personnel. Pour le cas où il ne pourrait assurer lui-même la prestation, le titulaire s'engage à en informer dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur (représenté par le DSPIP).

En cas d'absence d'un de ses intervenants, le titulaire devra être en mesure de le remplacer dans un délai de 10 jours ouvrables.

•Article 6 : Exécution aux frais et risques

De manière générale, toute prestation mal exécutée ou exécutée avec retard, donnera lieu à des opérations correctives dans les délais définis conjointement par le titulaire et le représentant de l'établissement.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la DISP se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

•Article 7 : Clause de réexamen

Le pouvoir adjudicateur, par une simple décision, se réserve le droit d'appliquer la clause de réexamen et ce qu'elle prévoit.

Il est prévu, le cas échéant, la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de retirer un ou plusieurs lots du marché, notamment lorsqu'un chef d'établissement estimera que le programme est inadapté aux détenus dont il a la charge. La décision de retirer du marché le lot inopérant ne pourra se faire qu'après validation du Directeur Interrégional, à la suite d'un entretien avec le titulaire et/ou l'intervenant. Au cours de cet entretien, le chef d'établissement concerné ou son représentant tenteront de justifier leur demande, tandis que le titulaire et/ou l'intervenant apporteront tous les éléments qu'ils jugeront nécessaires et utiles pour leur défense.

•Article 8 : Prix du marché

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution et au suivi du marché, à la livraison des prestations et au respect des obligations prises par le titulaire au titre du présent marché.

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le titulaire sera rémunéré sur la base du coût horaire en euro (€) correspondant à la séance (individuelle, collective, bilan) conformément à ce qu'il aura indiqué dans le BPU. Il est attendu du prestataire qu'il remplisse le BPU en tenant compte de tous les frais générés pour la tenue d'une séance, en prenant soin d'indiquer le coût horaire qu'il pratique en fonction des caractéristiques de la séance (individuelle, collective, bilan).

8.1.1 Le prix comporte

Sont compris dans le prix horaire de la prestation, en plus des temps de face à face en entretien ou pour l'animation d'ateliers, la phase de préparation et d'évaluation des interventions, la rédaction des documents demandés, la coordination administrative et pédagogique, les actions de communication et d'information sur le dispositif, les temps de réunions et d'échanges (notamment pour les comités de suivi ou de pilotage), les relations partenariales, les frais de déplacements (frais d'hébergement et de restauration), la gestion administrative (rédaction compte rendus et des synthèses) et le back office. Sont inclus au prix les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant les prestations.

La prestation prend effet dès le premier entretien.

8.1.2 Heure programmée non réalisée pour une séance individuelle

(article 6.6 CCTP)

Le prestataire ne doit pas supporter le coût financier d'une intervention non réalisée pour un motif dépendant de l'administration pénitentiaire de la personne placée sous-main de justice.

Le motif devra être consigné dans la feuille d'émargement contresignée par l'AP.

L'heure programmée non réalisée ne sera pas déduite du volume d'heures du parcours du bénéficiaire.

Exemples d'événements liés au parcours de détention du bénéficiaire	
Sanction disciplinaire (suspension, quartier disciplinaire)	Mention sur la feuille d'émargement contresignée par l'administration pénitentiaire
Rendez-vous obligatoire et impossible à décaler (Unité sanitaire, forces de l'ordre, avocat)	
Transfert, libération définitive	

Exemples d'événements exceptionnels au sein de l'établissement	
Fouille générale (ne permettant pas de prendre en charge le ou les bénéficiaires)	Mention sur la feuille d'émargement contresignée par l'administration pénitentiaire (une attestation de l'établissement pourra être demandée)
Incidents en détention ne permettant pas l'accès en détention	
Mouvements du personnel ne permettant pas l'accès au lieu de prestation ou l'acheminement des bénéficiaires auprès du prestataire	
Incidents techniques ou météorologiques ne permettant pas l'utilisation des locaux mis à disposition par l'administration	

En cas d'abandon à l'initiative de la personne détenue à l'issue du premier rendez-vous, le titulaire sera rémunéré sur la base d'une heure de séance individuelle effectivement réalisée.

En cas d'absence à un rendez-vous à l'initiative de la personne détenue, le titulaire sera rémunéré sur la base d'une heure de séance individuelle. La personne détenue sera reconvoquée et en cas d'absence non justifiée à ce nouveau rendez-vous, elle sera considérée comme abandonnant le dispositif ; le titulaire sera rémunéré sur la base d'une heure de séance individuelle.

8.1.3 Heure programmée non réalisée pour une séance collective

(article 6.6 CCTP)

Les séances collectives (idéalement 4 participants minimum, 6 maximum) feront l'objet d'une facturation à l'heure, quel que soit le nombre de bénéficiaires.

Toute heure programmée mais non réalisée, pour un motif dépendant de l'administration pénitentiaire ou liée au parcours de détention des bénéficiaires, sera considérée comme une absence justifiée et rémunérée sur la base de l'heure de la séance collective.

Le motif devra être consigné dans la feuille d'émargement, contresignée par l'administration pénitentiaire.

L'heure programmée non réalisée ne sera pas déduite du volume d'heures du parcours du bénéficiaire.

8.2 – Modalités de révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisables annuellement pendant la durée de validité de l'accord-cadre, à la demande du titulaire, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

Formule utilisée

$$P_1 = P_0 \left[0.40 + 0.60 \times \frac{I_1}{I_0} \right]$$

Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I1 : dernier indice publié et disponible deux mois avant la date d'effet de la révision ;

I0 : indice du mois de dépôt des offres pour la première révision, puis pour les révisions ultérieures, indice utilisé pour la précédente révision ;

Indice(s) utilisé(s) :

Indice I : Indice SYNTEC mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies.

La révision des prix doit s'appliquer sur le prix HT. Cette même obligation s'applique aux titulaires non assujettis à la TVA.

Modalités : la révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande du titulaire. La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) par lettre recommandée avec avis de réception à : Unité des achats et des Marchés Publics (UAMP) – DISP DIJON – 72 A rue d'Auxonne – 21033 DIJON CEDEX, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra. La DISP dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de la proposition du titulaire pour lui notifier sa décision

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

•Article 9 : Avance

9.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, article R2191-3 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant toutes taxes comprises du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux minimal de l'avance est porté à 20%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

•Article 10 : Circuit financier

10.1 – Prescription

La prescription est formalisée par le CPIP (Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation) qui rédige une fiche de prescription dans l'espace partenaire dédié de l'appliquatif IPRO360° et la transmet par voie dématérialisée au prestataire.

Une copie de la fiche de prescription sera transmise à l'Econome, jointe à la demande d'achat (DA – se reporter à l'article 10.2.2 CCAP) et chiffrée en fonction du dispositif retenu. Une demande préalable d'achat doit être établie pour chaque prescription.

10.2 – Bons de commande

10.2.1 Emission des commandes par prescription

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins et rédigés par l'économe **pour chaque prescription**.

1 bon de commande correspond à une prescription unique.

Le titulaire a l'obligation de prendre en charge les bénéficiaires **dès lors qu'au moins 1 bon de commande lui a été adressé.**

Il est précisé par ailleurs, que les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et que les prestations commandées pourront le cas échéant, être exécutées au-delà de la date de fin du marché.

10.2.2. Application CHORUS

Le bon de commande sera **obligatoirement issu de l'application CHORUS.**

Les mentions devant obligatoirement figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom et l'adresse mail du demandeur ;
- le n° d'EJ CHORUS (un numéro par SPIP) et le centre de coût à reporter sur la facture ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le n° de SIRET du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro de la fiche de prescription ;
- la nature, la description et le lieu d'exécution des prestations à réaliser ;
- les nom, prénom et n° d'écrou des personnes détenues ou placées sous-main de justice ;

10.3 - Facturation

Le « service fait » via chorus (SF) s'effectuera par l'Econome uniquement à réception, du **bilan transmis par le titulaire, de la feuille d'émargement et de la prescription, par l'économe du SPIP concerné.**

Seule la page de garde du bilan devra être transmise au SFACT ; accompagnée des justificatifs ci-dessus, pour vérification des prestations réalisées et facturées. Après validation du SPIP, ces documents pourront être transmis par le titulaire au service facturier par saisie directe dans CHORUS PRO.

L'envoi complet des bilans est à proscrire, tant pour leur volume, que pour les éléments confidentiels qu'ils contiennent, mais surtout en application stricte des préconisations édictées par la CNIL sur la protection des données personnelles.

La facture sera envoyée par voie dématérialisée au service exécutant : **(Annexe 3)**

Direction Régionale des Finances Publiques
SFACT JUSTICE
1 bis Place de la banque
21042 DIJON Cédex

Les EJ seront abondés au fur et à mesure par le Département Budget et Finances – DISP DIJON.

•Article 11 : Modalités de règlement des comptes

Les prestations seront rémunérées au vu d'une facturation mensuelle, établie à la fin du mois par engagement juridique (EJ), qui prendra en compte les types de parcours réalisés.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Via ce lien : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Une présentation et outil d'aide de la dématérialisation sur le portail chorus pro est mise à la disposition du titulaire afin de faciliter le dépôt de la facture sur Chorus Pro.

Pour toutes informations sur la dématérialisation des factures, vous pouvez consulter le site suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

11.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Contenu de la facture :

La facture est libellée à l'ordre de l'ordonnateur des dépenses et portant obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le code service exécutant : (Code SE) FAC0000021 (**attention** CGFDJUS021 à partir du 01 04 25)
- Le n° de siret destinataire Etat : 11000201100044.
- le numéro du bon de commande CHORUS (engagement juridique - 10 chiffres)
- l'identification complète du titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse) ;
- la date d'établissement de la facture ;
- la prestation réalisée, exactement définie – par le prix unitaire HT
- le montant total HT,
- le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées, correspondant au compte indiqué à l'acte d'engagement ;
- l'apposition de la mention « original » ou « duplicata » ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- la désignation de l'organisme débiteur

- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique :

- l'indication du numéro du bon de commande CHORUS est OBLIGATOIRE. Toute facture sur laquelle n'apparaîtrait pas ce numéro sera renvoyée au titulaire pour non-conformité.
- le pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai de paiement s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévus par le contrat.

En cas de cotraitance

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

En cas de sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans les conditions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre à condition d'avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société. Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation de l'accord-cadre sans indemnités.

11.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

•Article 12 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu à une obligation de réalisation et engage sa responsabilité du simple fait que l'obligation n'a pas été exécutée. Il ne peut alors échapper à sa responsabilité qu'en prouvant la survenance d'un cas de force majeure ou entente préalable et ponctuelle de l'Administration Pénitentiaire. Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont la non réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités sont cumulables et **ne sont** applicables de plein droit **sans mise en demeure préalable** quel que soit leur montant.

Pour l'ensemble des pénalités forfaitaires décrites ci-dessous, **les jours de retard s'entendent en jours ouvrés**.

- En cas de retard dans l'exécution de la prestation, de quantité insuffisante, le titulaire est passible d'une pénalité de 50€ HT par jour de retard (à compter du 11^{ème} jour suivant la réception dans IPRO 360° de la prescription du SPIP).
- En cas de qualité non recevable (projet non réaliste, projet non réalisable, etc), le titulaire est passible d'une pénalité forfaitaire de 200€ dès lors qu'une remontée a été faite, par toute personne habilitée par la DISP de Dijon à contrôler l'exécution des prestations, auprès du DPIPPR. L'intervenant sera invité à justifier ses choix, le DPIPPR se réserve le droit d'appliquer ladite pénalité et/ou de demander le remplacement de l'intervenant auprès du titulaire.
- En cas de non remise ou de retard dans la transmission de documents demandés au titulaire, il est passible d'une pénalité de 50€ par jour de retard à compter du premier jour ouvré suivant la date butoir.
- Pénalité forfaitaire de 50€ par jour de retard en cas de non-respect des délais de remise du questionnaire **avant la notification du marché et en fin de marché** (cf RC 4.5 Clause labellisation Diversité -Egalité Femmes/Hommes – Ega-conditionnalité)

La pénalité est imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture suivante ou directement par courrier recommandé.

Indépendamment des pénalités de retard, l'administration pénitentiaire aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur (clause coercitive).

•Article 13 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la

responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de la prestation aux personnes et aux biens.

Une fois par an, le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le(s) cocontractant(s) du titulaire et/ou sous-traitant(s) sont assujettis aux mêmes obligations.

•Article 14 : Clauses complémentaires

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit le pouvoir adjudicateur et communiquer ce changement dans les plus brefs délais.

De la même façon, le titulaire doit informer de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

•Article 15 : Obligations du titulaire

15.1 : Livrables

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) au département des politiques d'insertion, de la probation et de la récidive, les livrables définis à l'article 6.9 du CCTP.

► **Données « qualitatives » : bilan final :** Remis au bénéficiaire et au CPIP référent, **dans les 05 jours ouvrés** suivant le dernier entretien individuel et **dans les 10 jours ouvrés** pour le PPAIP collectif (article 6.6 du CCTP).

15.2 : Certificats

Conformément à l'article R3123-18 du Code de la Commande publique, le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché et sans que l'administration pénitentiaire n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

15.3 : Confidentialité et secret

Le titulaire qui à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ceux-ci ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

De plus, le titulaire est tenu de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret concernant l'ensemble du dispositif et des matériels de sécurité afférents aux Etablissements pénitentiaires objet du présent marché. Il est tenu de faire respecter les obligations de confidentialité précitées par ses personnels ou par toute personne agissant pour son compte, notamment ses sous-traitants s'il y a lieu.

Enfin, le personnel appelé dans les locaux de l'Administration pénitentiaire à l'occasion de l'exécution de la prestation, doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables.

L'Administration soumet la totalité de l'exécution du présent marché à l'obligation de secret. Les intervenants extérieurs ne sont pas autorisés à communiquer avec la famille de la personne détenue ou son employeur. Si la personne détenue formule une telle demande, **l'intervenant devra impérativement et sans délai en référer à la direction de l'établissement ou au SPIP.**

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

15.4 : Habilitations des personnels du titulaire

Le décret n°87-604 du 31 juillet 1987 – modifié par les décrets n°94-965 du 2 novembre 1994 et n°2007-931 du 15 mai 2007 – relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires et complétant l'article R.79 du code de procédure pénale précise les conditions d'habilitation des personnes intervenant dans l'enceinte d'établissements pénitentiaires.

Le titulaire du marché doit s'assurer que les personnes qui interviennent pour son compte sont habilitées à pénétrer dans l'enceinte de l'établissement. De plus, il doit disposer tout au long du marché, de personnels habilités en nombre suffisant, afin que la livraison des prestations ne soit pas interrompue ou retardée.

15.5 : Clause pénitentiaire

Les candidats sont réputés informés des conditions particulières à leur intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du chef d'établissement et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Ils ne peuvent en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements :

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'établissement pénitentiaire (maison d'arrêt, centre pénitentiaire...) une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne peuvent pas accéder dans les établissements.

Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles suivants : D220, D274, D277 et D278 du code de procédure pénale.

A titre de rappel l'article 434-35 du code pénal dispose " Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou

substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45.000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus".

15.6 : Hygiène et sécurité

En cas d'inobservation par le titulaire des règles d'hygiène et de sécurité, l'administration pénitentiaire se réserve la faculté, en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, d'imposer au titulaire, sans mise en demeure préalable, l'interruption des prestations, objet du présent marché, jusqu'à la mise en conformité avec ces prescriptions.

Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels fixés au présent marché.

15.7 : Reprise du personnel

Le titulaire entrant s'engage à respecter les normes, réglementation et convention collective en vigueur au titre du présent accord cadre et des marchés subséquents consécutifs.

•Article 16 : Résiliation du marché

16.1 : Résiliation pour faute du titulaire

1/ Conditions

L'administration pénitentiaire peut prononcer la résiliation partielle ou totale du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité notamment dans les hypothèses suivantes :

- 1) Lorsque le titulaire a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- 2) Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- 3) Lorsque les déclarations produites ont été reconnues inexactes ;
- 4) Lorsque le titulaire n'a pas respecté les obligations de confidentialité lui incombant en vertu de l'article 15.3 du CCAP ;
- 5) Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements tels que définis dans le cadre du présent marché, sauf survenance d'un événement de force majeure ou d'une imprévision de nature à bouleverser irrémédiablement l'équilibre du marché ;
- 6) En cas de manquement du titulaire à l'une des obligations lui incombant au titre du présent marché, si ce manquement est d'une particulière gravité et compromet la poursuite de l'exécution du marché et/ou la continuité du service public pénitentiaire ;
- 7) En cas de cession du marché sans l'agrément préalable de l'administration pénitentiaire.

D'autre part, il est précisé qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 51 D. 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article 51-III D. 2016 relatif aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Seule une faute d'une gravité suffisante est de nature à justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Il existe deux types de résiliation pour faute : la résiliation simple et la résiliation aux frais et risques.

→ **La résiliation simple**

L'administration pénitentiaire supporte les conséquences de cette résiliation. Elle devra donc éventuellement repasser un nouveau marché public ; le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles et ne pourra percevoir d'indemnisation.

→ **La résiliation aux frais et risques**

Cette résiliation impose au titulaire défaillant le surcoût engendré par la passation d'un marché de substitution pour achever les prestations faisant l'objet du marché public.

Trois conditions sont posées pour que le marché de substitution soit opposable au titulaire du marché initial :

- Il doit porter sur les prestations restantes qui sont celles définies dans le marché initial. Le dossier de consultation du nouveau marché public ne pourra donc comporter aucune modification par rapport au premier contrat ;
 - Le prestataire défaillant se verra notifier la décision de passer un nouveau marché public, pourra surveiller sa passation et suivre les prestations exécutées par le nouveau titulaire. Il dispose en effet, d'un droit à suivre le marché public de substitution, afin de préserver ses intérêts ;
 - Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

2/ Mise en demeure

La résiliation aux frais et risques du titulaire impose une mise en demeure préalable.

Elle sera notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception (remise en mains propres, recommandé avec accusé de réception, etc...).

Elle doit comporter les mentions suivantes :

- Les motifs de la mise en demeure
- L'indication d'un délai jugé raisonnable – soit 30 jours calendaires – permettant au titulaire de remédier à la situation
- La sanction encourue en cas de manquement avéré, à savoir la résiliation du marché en précisant si elle est simple ou aux frais et risques.

3/ Modalités de résiliation pour faute du Titulaire

En cas de survenance de l'un des cas mentionnés, l'administration pénitentiaire informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. La décision de résiliation pourra être prononcée à l'issue du délai précité.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut d'une autre date, à la date figurant sur l'avis de réception de cette décision.

La décision de résiliation peut porter sur tout ou partie du marché. Qu'elle soit partielle ou totale, la résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

La résiliation totale ou partielle du marché est exclusive de l'application des pénalités et ou des demandes indemnitaires que pourrait formuler l'administration pénitentiaire.

16.2 : Résiliation sans faute du titulaire

1) Résiliation suite à la survenance d'un cas de force majeure

Au cas où des événements présentant les caractéristiques de la force majeure rendent impossible l'exécution du marché, sa résiliation peut être prononcée par l'administration pénitentiaire ou, à la demande du titulaire par le tribunal compétent, dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence.

2) Résiliation suite à la survenance d'une imprévision

Au cas où, à la suite de la survenance d'un événement relevant de l'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du marché serait ou deviendrait irrémédiable, le marché peut être résilié par l'administration pénitentiaire, dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence administrative, ou, à la demande du titulaire par le tribunal compétent.

3) Résiliation pour un motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, s'agissant d'un marché à bon de commande passé sans minimum, sa résiliation par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général ne **donne pas droit à indemnisation, l'administration ne s'étant engagée sur aucun montant de commande.**

16.3 : Liquidation du marché résilié

Le marché résilié est liquidé en tenant compte des éléments suivants :

- 1) les prestations exécutées et admises ;
- 2) les prestations en cours d'exécution dont l'administration pénitentiaire accepte l'achèvement et admet la réception ;
- 3) la valeur non amortie, à la date de résiliation, des équipements et matériels acquis par le titulaire et affectés à l'exécution de ses prestations conformément aux dispositions du présent marché ;
- 4) le coût des travaux nécessaires pour remédier aux désordres bâtimentaires imputables à un défaut d'exécution, par le titulaire, des prestations de maintenance ;
- 5) les pénalités applicables au titulaire ;
- 6) l'indemnité due au titulaire dans le cadre d'une résiliation prononcée pour un motif d'intérêt général.

•Article 17 : Fermeture d'établissement

Dans le cas où l'établissement ou le SPIP serait amené à fermer en cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans les plus brefs délais. Le marché prendra alors fin à la date de fermeture de l'établissement.

En cas de fermeture temporaire ou définitive de l'établissement liée à des événements imprévus (pandémie, mutinerie, intempéries, catastrophes naturelles, incendie...), le marché sera suspendu ou résilié de plein droit, sans autre forme de procédure, et ne donnera lieu à aucune indemnisation possible de la part de l'Administration.

La résiliation des marchés à bons de commande et des accords-cadres passés sans minimum, ne donne pas droit à indemnisation.

•Article 18 : Règlement des litiges

18.1 : Règlement amiable des différends

A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente pour les litiges nés de l'exécution de marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article 142 Décret N°2016-360 du 25 mars 2016).

18.2 : Tribunal Compétent

En cas de litige entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Dijon conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du code de justice administrative.

18.3 : Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

•Article 19 – Clauses environnementales et sociales

Dans le cadre de l'obligation fixée par l'article 35 de la Loi N°2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « climat et résilience »)

Le candidat décrira dans le mémoire technique les mesures mises en œuvre par son entreprise pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent marché.

•**ENVIRONNEMENT** : Mesures mises en œuvre par votre société pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent marché :
Amélioration de votre performance en matière de protection de l'environnement (véhicules propres, dématérialisation etc...)
Gestion de vos déchets (gestion du tri, papier recyclé etc.)

•**SOCIAL** : Description concernant les dispositions prises concernant :
Le respect de la parité homme-femme

•Article 20 – Clause de Labellisation Diversité – Egalité H-F – EGACONDITIONNALITE

Cf Réglementation de consultation article 9, agréementé, aussi du lien vers l'enquête en ligne à compléter.

La transmission par l'attributaire du questionnaire complété, conditionne l'attribution définitive du marché,

« Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise ».

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 2 mois avant la date de fin du marché (pénalités article 12 CCAP) :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.
Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent marché ».

•Article 21 – Gestion et suivi du marché

Interlocuteurs du marché sur la DISP de DIJON

21.1. Partie administrative du marché

Unité Achats et Marchés Publics

Tél. : 03.45.34.10.86 ou 03.80.65.05.50

Courriel : mp.drsp-dijon@justice.fr; nathalie.garcia-moyencourt@justice.fr; patricia.girot@justice.fr .

21.2 Partie technique

Département des Politiques d'Insertion, de la Probation et de la Prévention de la Récidive (DPIPPR)

Tél. : 03.45.08.40.90 ou 03.80.72.50.19

Courriel : julien.luquin@justice.fr ou carine.caron@justice.fr

•Article 22 : Dérogations au CCAG

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

1/ L'article 12 déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard »

2/ L'article 16.2 déroge à l'article 38 du CCAG FCS relatif aux marchés à bons de commande

Dressé par :

M. le Directeur Interrégional de la DISP de Dijon

PINEY Guillaume

Le :